

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éditorial de "la lettre de D&S" n°127 - 5 septembre 2012

Rentrée 2012 : l'urgence sociale

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : mercredi 5 septembre 2012

Démocratie & Socialisme

La rentrée de septembre 2012 est bien différente de celle de septembre 2011.

Il y a eu le changement de président et de majorité et les premières mesures annoncées sur la retraite à 60 ans pour les carrières longues, le relèvement de l'Allocation de rentrée scolaire ou encore les créations de postes dans l'éducation nationale...

Mais la différence porte tout autant sur la situation économique et sociale.

Celle-ci s'est aggravée en France comme en Europe. La récession menace et chaque jour qui passe apporte la démonstration que les politiques d'austérité et de « discipline budgétaire » enfoncent un peu plus l'Europe dans la crise.

Le cap des 3 millions de chômeurs vient d'être franchi. Derrière le chiffre officiel, il y a une réalité sociale qui se dégrade avec 5 à 6 millions de salariés précarisés, des plans sociaux qui se multiplient et un pouvoir d'achat qui pourrait, selon l'Insee, baisser de 1,2% cette année pour la première fois depuis 1984 !

Le lobbying du patronat pour une baisse du coût du travail s'approfondit et les marchés financiers - cet ennemi invisible vilipendé à juste titre par François Hollande pendant la campagne - continuent leurs pressions.

Cet approfondissement de la crise sociale et économique exige, d'autant plus, de satisfaire les attentes sociales. Ce sont elles qui ont été un des ressorts principaux de la victoire de la gauche en mai et juin derniers.

L'impatience dont parlent les médias n'est rien d'autre que l'attente de réponses au chômage qui progresse, à la multiplication de plans sociaux et à la baisse du pouvoir d'achat.

L'enjeu de cette rentrée est là : répondre à l'urgence sociale avec la conviction que c'est le meilleur moyen de mobiliser le peuple de gauche pour faire face à la crise et à son approfondissement.

Priorité aux salaires et à l'emploi

Augmenter les salaires, c'est plus de consommation, c'est plus de cotisations sociales, c'est plus d'impôts qui rentrent ! C'est une voie plus sûre face à la crise que celle du plus d'austérité pour plus de compétitivité (ce qui revient à une course aux profits dont on sait qu'ils ne sont pas investis dans la sphère de la production), prônée par le patronat.

Sécuriser l'emploi, refuser les licenciements boursiers, mettre les actionnaires à contribution... c'est donner un sens à l'action contre un patronat qui, à l'inverse, veut reconstituer des marges en faveur des actionnaires. Unilever, Mittal, PSA ... illustrent cela aujourd'hui comme hier.

Les organisations syndicales - par delà leurs différences - sont dans leur rôle, en rappelant leurs revendications et en souhaitant une accélération des chantiers ouverts lors de la conférence sociale de juillet. Elles devront trouver le chemin de l'unité face à un Medef à l'offensive.

Gouverner au service des salariés

Côté gouvernement, chercher un chemin de crête, c'est l'assurance de mécontenter et les salariés et le patronat. Reculer ou étaler la mise en oeuvre des 60 propositions ne peut que susciter interrogations car bon nombre de ces propositions répondaient à des urgences.

Certes, on peut faire des compromis, se donner des délais. La question du retour à l'équilibre des comptes publics -avec notamment la barre des 3% de déficit- doit être réévaluée notamment du fait des perspectives de croissance.

Plusieurs économistes soulignent l'absurdité de cette norme des 3% érigée en dogme par la commission européenne.

On peut différer de quelques mois le doublement du plafond du livret A même si c'est un mauvais signe face à la finance ...

Mais sur les salaires, l'emploi ... il faut agir vite. Et ne pas craindre de mettre en chantier de nouvelles propositions.

Sarkozy a rapidement été estampillé « président des riches ».

Une gauche décomplexée doit choisir les salariés : c'est sans nul doute l'attente d'une grande partie des électeurs de mai